



## 14ème législature

<b>Question N° :</b> <b>15149</b>	<b>De M. Nicolas Dupont-Aignan ( Non inscrit - Essonne )</b>	<b>Question écrite</b>
<b>Ministère interrogé &gt; Éducation nationale</b>		<b>Ministère attributaire &gt; Éducation nationale</b>
<b>Rubrique &gt;enseignement</b>	<b>Tête d'analyse &gt;aide psychopédagogique</b>	<b>Analyse &gt; RASED. perspectives.</b>
Question publiée au JO le : <b>08/01/2013</b> Réponse publiée au JO le : <b>22/01/2013</b> page : <b>839</b>		

### Texte de la question

M. Nicolas Dupont-Aignan appelle l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur la situation des réseaux d'aides spécialisées aux élèves en difficultés (RASED). Le projet de loi pour la refondation de l'école, dont les grandes lignes ont été présentées le 6 décembre 2012, met l'accent sur la revalorisation du métier d'enseignant, au regard de la formation, de la rémunération et des conditions de travail. Cependant, quelles que soient leur motivation et leurs compétences, les enseignants ne peuvent porter seuls l'apprentissage des fondamentaux, l'éducation à la citoyenneté et le soutien personnalisé aux élèves en difficulté. Depuis leur création, en 1990, les RASED, qui interviennent à la demande des enseignants auprès des élèves en difficulté sociale, scolaire, linguistique..., ont largement prouvé leur efficacité. Or le texte sur la refondation de l'école est étrangement discret sur l'avenir des RASED et, pour ne prendre que le cas du département de l'Essonne, 50 % des postes de rééducateurs et 30 % des postes chargés de l'aide pédagogique ont été supprimés depuis 2008, laissant 5 000 enfants en souffrance à l'école. C'est pourquoi il lui demande de mettre en place en urgence des formations spécialisées en option E (aide pédagogique) et G (aide éducative) pour permettre le retour au plein fonctionnement des RASED, et lutter ainsi efficacement contre le risque de décrochage scolaire.

### Texte de la réponse

Le Gouvernement précédent a, au cours des cinq dernières années, supprimé plus de 77 000 postes dans l'éducation nationale, dont 14 000 suppressions avaient été programmées pour cette rentrée. L'école française s'en trouve dans une situation particulièrement dégradée. Une des conséquences les plus graves de cette politique réside dans la mise à mal des Réseaux d'aide spécialisée aux élèves en difficulté (RASED), essentiels pour aider les élèves les plus fragiles. Le Président de la République a souhaité faire de la jeunesse le coeur de sa stratégie pour le redressement de la France. Il a fixé au ministère de l'éducation nationale un objectif : faire réussir tous les élèves. La lutte contre la difficulté scolaire doit donc redevenir une priorité. Il s'est engagé à refonder le système scolaire et à recréer sur cinq ans 60 000 postes d'enseignants et de personnels éducatifs, médico-sociaux, administratifs et techniques qui sont indispensables à la bonne marche des établissements scolaires. Aussi, au regard de l'urgence, le Gouvernement a-t-il décidé de faire tout son possible et d'attribuer dans des délais très courts des moyens nouveaux. 1 000 professeurs des écoles ont été recrutés parmi le vivier des candidats admissibles aux concours de l'enseignement, garantissant ainsi la valeur professionnelle de ces enseignants. Les postes nouveaux ont été répartis dans les académies par les rectorats, dans le souci de l'intérêt général, selon une méthode transparente et juste reposant sur des critères objectifs : le niveau d'encadrement et la variation attendue des effectifs d'élèves, la difficulté sociale et scolaire et, enfin, la ruralité. Une partie de cette dotation supplémentaire est venue renforcer les RASED dans les écoles qui en ont le plus besoin. Cet effort n'a pas été suffisant pour remédier à toutes les



situations difficiles que connaissent les enseignants dans les écoles pour aider les élèves. C'est la raison pour laquelle la priorité accordée au primaire, qui sera nettement exprimée dans la future loi d'orientation et de programmation, aura pour objet de créer des conditions nouvelles d'enseignement. Une des mesures essentielles de cette politique sera le dispositif « plus de maîtres que de classes » qui favorisera l'aide et l'accompagnement de tous les élèves. Il s'articulera avec une réflexion majeure sur l'évolution du rôle et des missions des RASED en explicitant les complémentarités possibles des différents dispositifs. Un groupe de travail inter catégoriel co-piloté par la direction générale de l'enseignement scolaire et l'inspection générale de l'éducation nationale a été mis en place. Il doit proposer les évolutions nécessaires dans le fonctionnement des RASED pour leur redonner toute leur place dans le système éducatif. Cette réflexion essentielle se poursuivra par un dialogue social avec les organisations représentatives des personnels.